



Communauté d'agglomération du Cotentin



Sommaire

1 Etat des lieux
au 31.12.2020

2 Contexte
sociodémographique

3 Petite enfance

4 Enfance
Jeunesse

5 Parentalité

6 Animation de la
vie sociale

7 Accès aux
droits

Etat des lieux au 31.12.2020

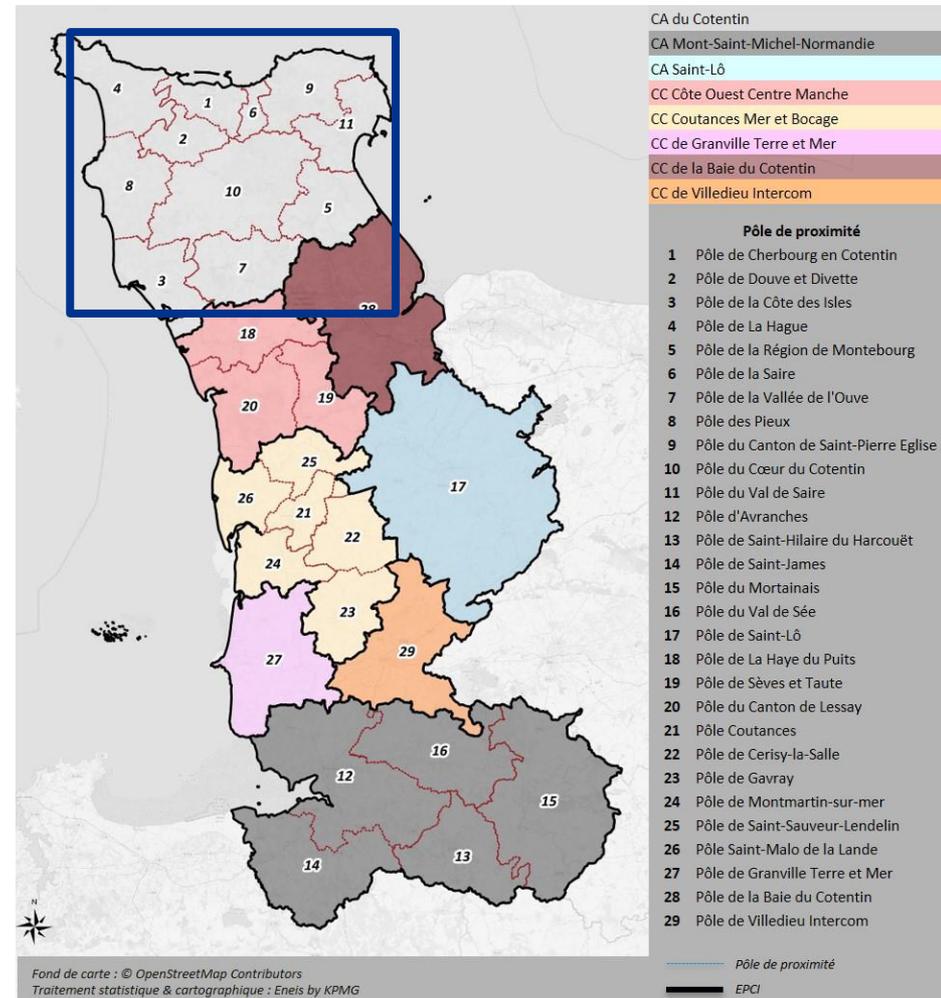
Les données analysées

Données quantitatives :

- Recensement général de la population, INSEE (2018 et années précédentes)
- Données Caf
- Données MSA
- Données du Conseil départemental
- Données des coordinations départementales (PESL, Petite enfance, Parentalité, Handicap...)

Données qualitatives :

- Schéma départemental de services aux familles
- Entretiens :
- CEMEA
- MSA
- Ligue de l'enseignement
- CAF de la Manche
- DDCS
- SDJES
- UDAF
- CAMSP et CMPP
- Coordinations départementales



La CA du Cotentin

Date de création : 1^{er} janvier 2017

Nombre de communes : 129

Nombre d'habitants : 179 484 (INSEE 2018)

Les retours de l'enquête habitants

La caractérisation de l'échantillon

Un échantillon familial essentiellement composé de femmes de 26-59 ans, avec une proportion importante de familles monoparentales



800 répondants dont **88,9%** âgés de 26-64 ans et **82,2%** de femmes



62,8% des répondants ont un ou plusieurs enfants mineurs/à naître (soit 502 répondants)



18,6% des répondants (soit 149 répondants) indiquent vivre seuls avec leur(s) enfant(s)



6% des répondants avec enfants indiquent avoir un enfant en situation de handicap (soit 30 répondants).

Les caractéristiques socioéconomiques des répondants

En raison des caractéristiques étudiées et du nombre de répondants, la représentativité de l'échantillon n'est pas confirmable.



49,6% des répondants sont en emploi à temps plein et 18,5% sont en emploi à temps partiel



82,1% des répondants ont un.e conjoint.e qui travaille à temps plein et 4,9% à temps partiel



39,1% des répondants bénéficient des allocations familiales ; 28% de la prime d'activité et 23,3% des aides au logement



24,5% vivent dans un foyer dont le revenu net mensuel est de moins de 1 250€

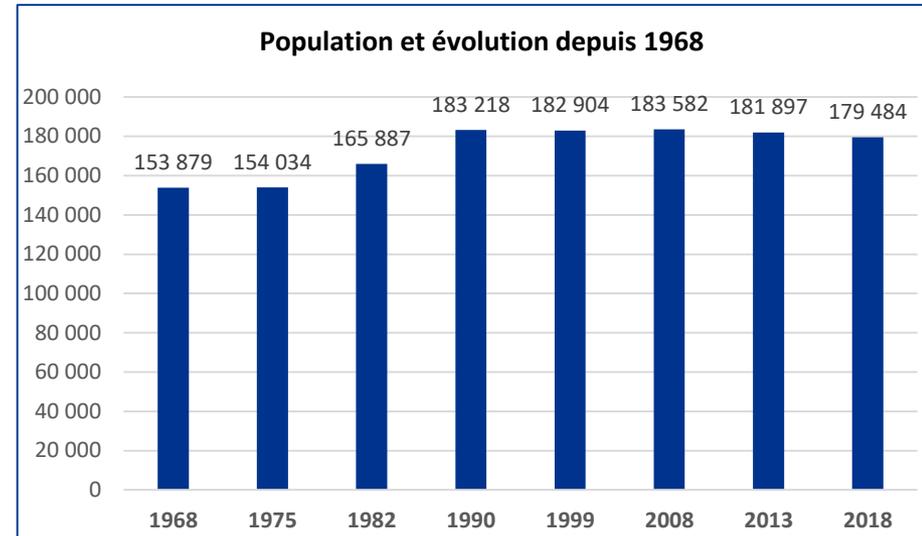
33,4% des répondants vivent dans un foyer dont le revenu net mensuel dépasse 2 500€

Les modalités de diffusion du questionnaire (essentiellement transmis via la base allocataires de la CAF) peuvent induire un biais dans la représentativité de l'échantillon et certaines analyses, les allocataires CAF étant a priori surreprésentés.

Contexte sociodémographique

Une population importante mais en diminution

- La Communauté d'Agglomération du Cotentin est le plus grand EPCI du département en nombre d'habitants : elle concentre à elle seule 36,2% de la population du département en 2018.
- La population de l'EPCI a diminué chaque année entre 2013 et 2018 (-0,3%), tout comme la population départementale sur la même période (-0,2%) : la tendance perçue depuis 2008 se poursuit donc, avec une très légère mais régulière diminution de la population.
- Cette diminution de la population à l'échelle de l'EPCI résulte d'un solde migratoire négatif (-0,4%) que le solde naturel pourtant légèrement positif (+0,1%) ne parvient pas à compenser.
- Le taux de natalité à l'échelle de l'EPCI (10,0) est légèrement plus élevé qu'à l'échelle départementale (9,5), mais inférieur à la moyenne nationale (11,8). Ce taux a par ailleurs diminué entre la période 2013-2018 et la période précédente.



Source : Insee, RGP 1968, 1975, 1982, 1990, 1999 ; RP 2007, 2013 et 2018

	Variation de la population entre 2013-2018		
	EPCI	DEPARTEMENT	FRANCE METROPOLITAINE
Variation de la population (%)	-0,3%	-0,2%	0,5%
<i>Due au solde naturel (%)</i>	0,1%	-0,1%	0,3%
<i>Due au solde migratoire (%)</i>	-0,4%	-0,1%	0,1%

Source : Insee, RP 2018 exploitation principale

	Taux de natalité		
	EPCI	DEPARTEMENT	FRANCE METROPOLITAINE
2008-2013	11,0	10,6	12,7
2013-2018	10,0	9,5	11,8

Source : Insee, RGP 1999 ; RP 2018 exploitation principale

Contexte sociodémographique

Une population plus jeune qu'à l'échelle départementale

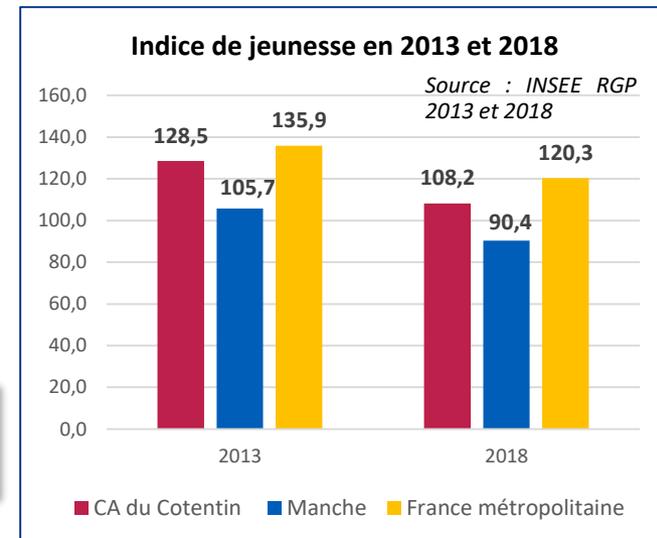
- La population de la CA du Cotentin apparaît plus jeune que celle du département de la Manche. La part des moins de 20 ans y est plus importante (22,9% contre 22,1%) et celle des plus de 65 ans y est moindre (18,9% contre 22%).
- Ainsi, alors qu'à l'échelle départementale on dénombre presque autant d'habitants de moins de 20 ans et de plus de 65 ans, ces-derniers sont moins présents au sein de la Communauté d'agglomération. L'indice de jeunesse témoigne de cette différence : pour 100 personnes de plus de 65 ans sur le territoire, on trouve environ 108,2 personnes de moins de 20 ans.

Une diminution de la population âgée de 65 ans ou plus s'inscrivant dans la tendance départementale

- Une diminution de la population des plus de 65 ans annuelle moyenne de 2,2% entre 2012 et 2017 est notée, soit une baisse comparable à celle constatée au niveau du département (-2,1%).
- La part de moins de 20 ans, et dans une moindre mesure, celle des 20-64 ans, ont toutes deux diminué entre 2013 et 2018. La diminution moyenne annuelle, respectivement de 1,2% et 0,8% est plus importante qu'au niveau national.



L'indice de jeunesse est utilisé pour mesurer la mixité intergénérationnelle. Il s'agit du nombre de jeunes de moins de 20 ans pour 100 personnes de plus de 65 ans sur le territoire.



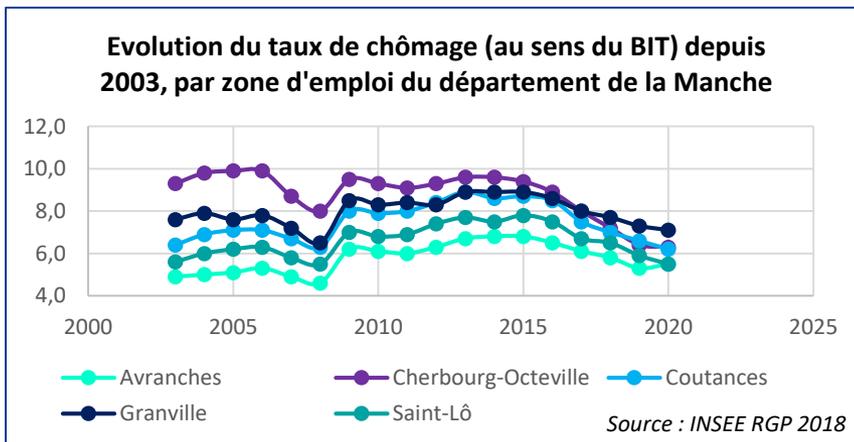
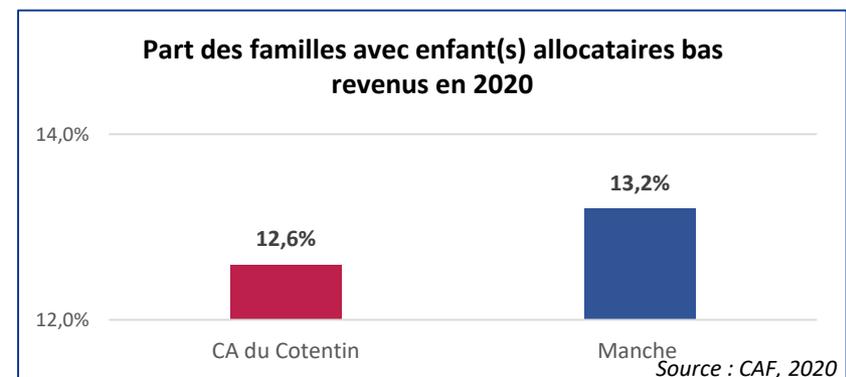
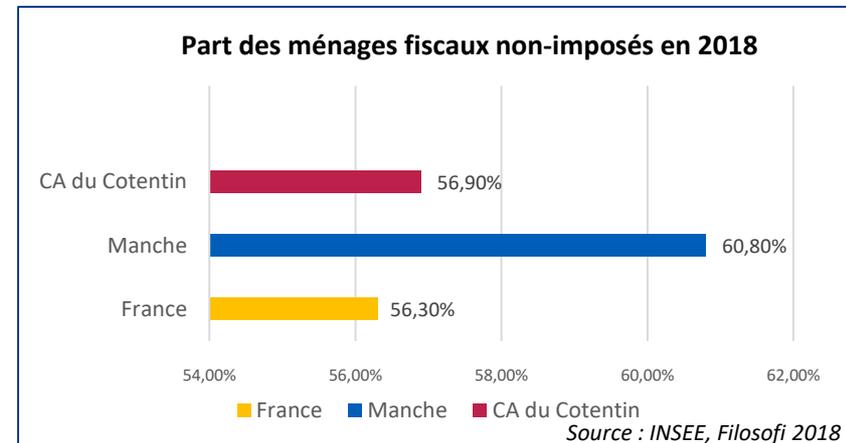
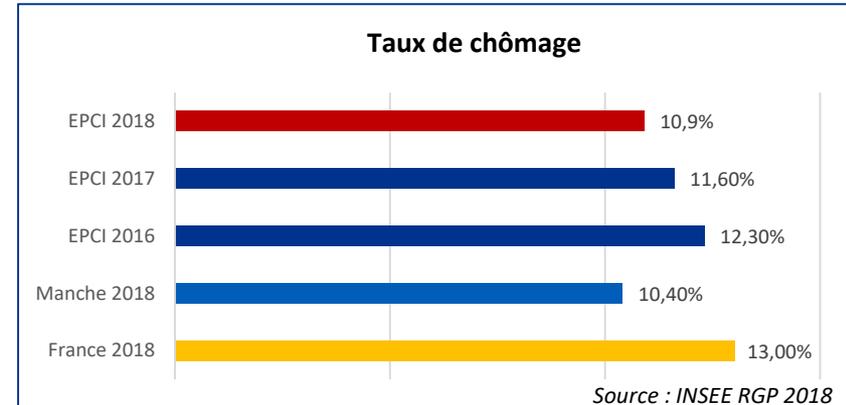
	Effectifs en 2018			Part dans la population totale en 2018			Evolution annuelle moyenne entre 2013 et 2018		
	EPCI	DEPARTEMENT	FRANCE METR.	EPCI	DEPARTEMENT	FRANCE METR.	EPCI	DEPARTEMENT	FRANCE METR.
0-19 ans	41 122	109 848	15 569 944	22,9%	22,1%	24,0%	-1,2%	-1,0%	0,1%
20-64 ans	100 339	264 646	36 329 338	55,9%	53,4%	56,0%	-0,8%	-0,8%	0,0%
65 ans ou plus	33 954	109 095	11 410 904	18,9%	22,0%	17,6%	-2,2%	-2,1%	-2,5%
TOTAL	175 415	483 589	63 310 186	97,7%	97,5%	97,6%	-0,3%	-0,18%	-2,4%

Source : Insee, RP 2013 et 2018, exploitation principale

Contexte sociodémographique

Des indicateurs de vulnérabilité supérieurs à la moyenne départementale

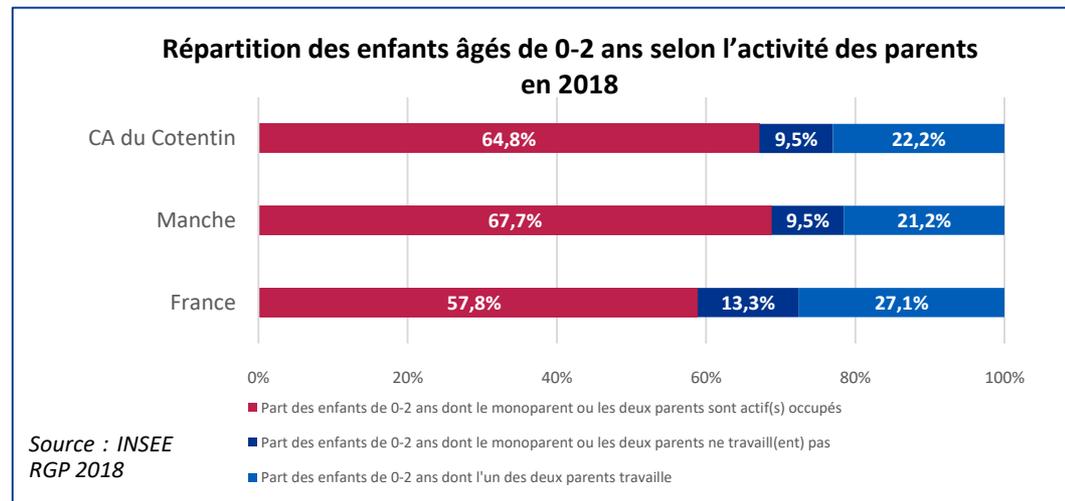
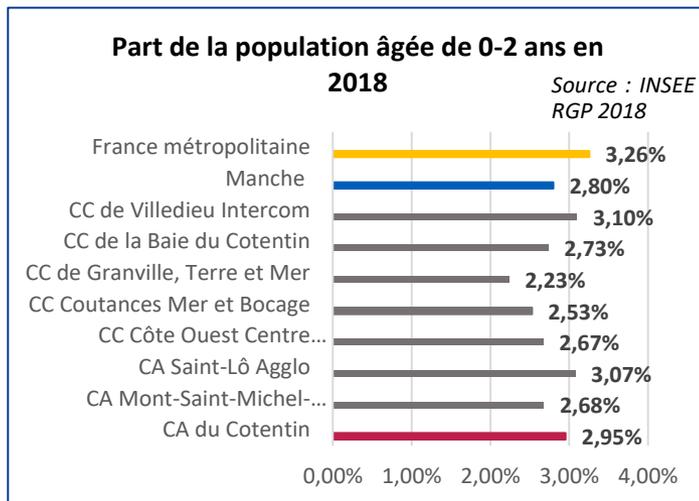
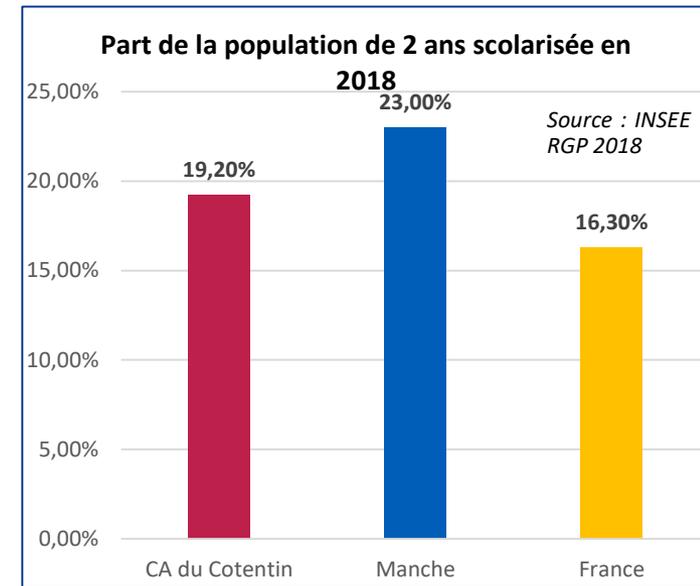
- Le taux de chômage à l'échelle de la CA s'élève à 10,9%, soit un taux légèrement supérieur au taux de chômage de la Manche (10,4%). Il reste cependant inférieur à la moyenne nationale qui est de 13,0%.
- La part des ménages fiscaux non imposés en 2018 est en revanche inférieure au sein de l'EPCI (56,9%) à la moyenne départementale (60,8%), bien qu'elle soit supérieure à la moyenne nationale de 56,3%.
- Parmi les familles avec enfants, 12,6% vivent sous le seuil de bas revenus : cette part est légèrement inférieure à celle observée à l'échelle départementale (13,2%).



Petite enfance

Une part d'enfants de moins de trois ans supérieure a la moyenne départementale et une part importante d'enfants ayant des parents actifs occupés

- La part de la population des 0-2 ans au sein de la Communauté d'agglomération du Cotentin (2,95%) est la troisième plus importante du département derrière celle de la CA Saint-Lô Agglo et de Villedieu Intercom, dépassant la moyenne départementale (2,80%).
- La part de la population de 2 ans scolarisée en 2018 au sein de l'EPCI (19,2%) est supérieure à la moyenne nationale (16,3%), mais de 3,5 points inférieure à la moyenne départementale (23,0%).
- La structuration de l'activité des parents d'enfants de moins de 3 ans est sensiblement la même au sein de la CA du Cotentin qu'au sein du département. On observe toutefois que 64,8% des enfants de moins de 3 ans ont des parents travaillant tous deux ou bien un monoparent qui travaille, un taux légèrement inférieur à celui observé à l'échelle départementale (67,7%), mais supérieur à la moyenne nationale (57,8%). Ces données indiquent des besoins en termes d'accueil de jeunes enfant potentiellement importants au sein de cette intercommunalité.



Petite enfance

Une situation économique et sociale des ménages avec de jeunes enfants qui s'inscrit dans la tendance départementale

La situation économique et sociale des ménages avec enfant(s) de moins de 6 ans s'inscrit dans une tendance relativement similaire à celle du département bien que la part d'enfants de 0-5 ans résidant dans un ménage bénéficiaire du RSA soit légèrement moins importante au sein de l'EPCI (7,0% contre 7,1% à l'échelle départementale).

De même, la part d'enfants de moins de 6 ans allocataires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé fin 2020, était légèrement plus importante à l'échelle du département qu'à l'échelle de la communauté d'agglomération (7,3 enfants pour 1000 au sein de l'EPCI, contre 6,7 enfants pour 1000 dans le département).

Comme évoqué précédemment, la part de familles avec enfant(s) vivant sous le seuil de bas revenus au 31.12.2020 est également légèrement inférieure au sein de l'EPCI (12,6%) qu'à l'échelle du département (13,2%).

La situation des ménages avec enfant(s) âgés de 0-5 ans

82
Enfants âgés de 0-5 ans bénéficiaires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé au 31.12.2020

soit **7,3** enfants pour 1000 enfants de 0-5 ans

6,7 à l'échelle du département

3410
Familles avec enfant(s) vivant sous le seuil de bas revenus au 31.12.2020

soit **12,6%** des familles avec enfant(s)

13,2% à l'échelle du département

789
Enfants de 0-5 ans résidant au sein d'un ménage bénéficiaire du RSA au 31.12.2020

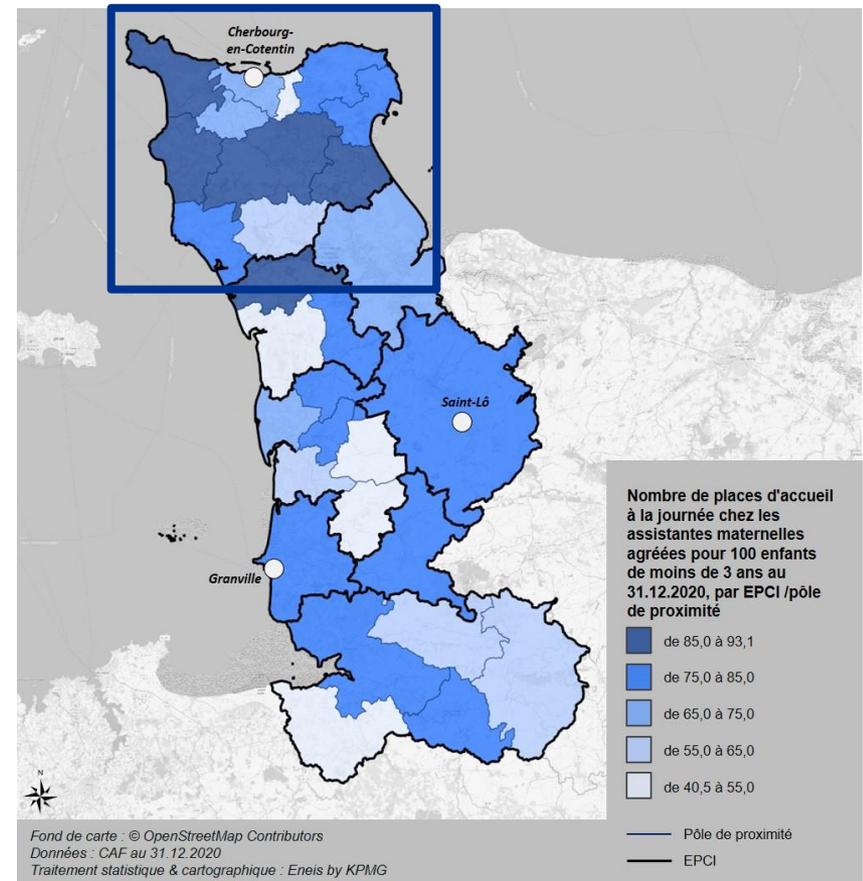
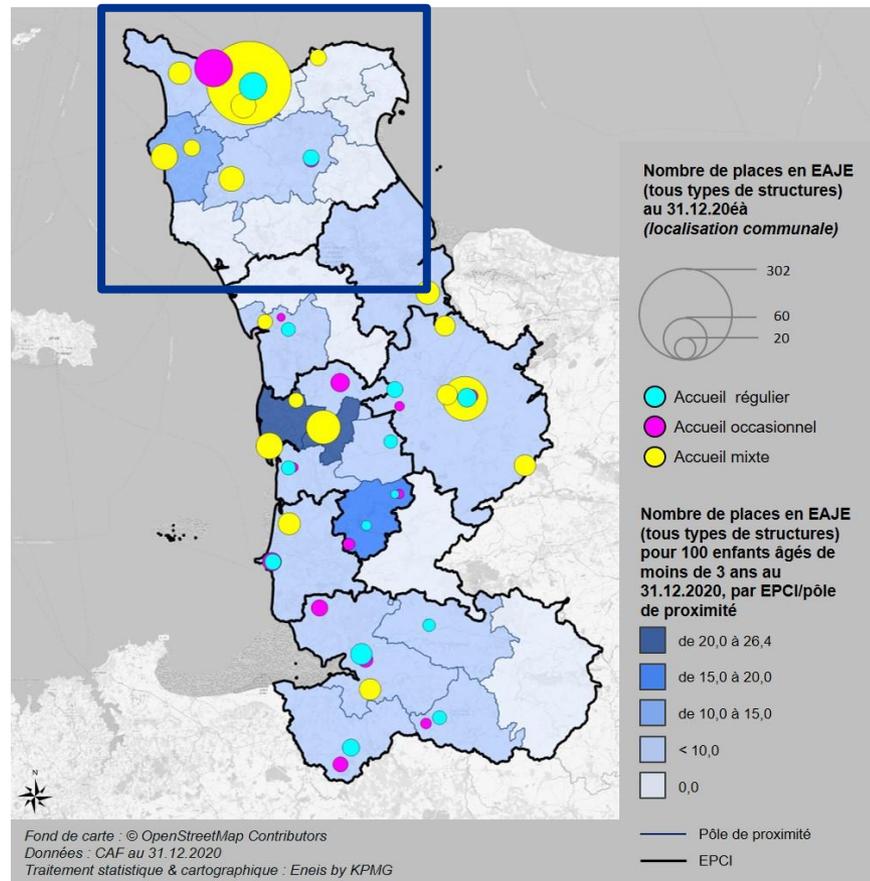
soit **7,0%** des enfants de 0-5 ans

7,1% à l'échelle du département

Source : CAF

Petite enfance

Cartographie de l'accueil du jeune enfant



Petite enfance

Un taux de couverture globale très élevé et une prépondérance de l'accueil individuel

L'EPCI dispose :

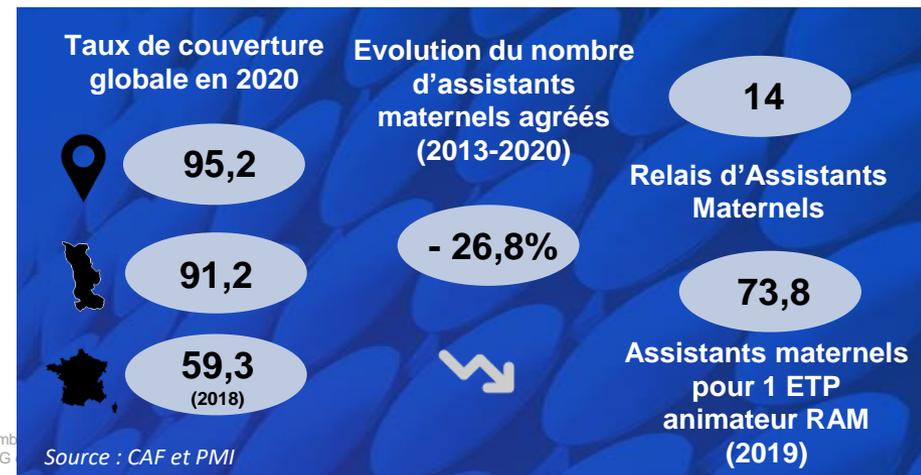
- D'une offre d'accueil en 2020 chez 1 611 assistants maternels agréés, soit 78 places d'accueil à la journée pour 100 enfants de moins de 3 ans (74,5 sur le département). La baisse du nombre de professionnels depuis 2013 se poursuit : - 26,8%.
- De 14 RAM en 2020
- 73,8 assistants maternels en activité pour 1 ETP d'animateur RAM en 2019 (données 2020 non disponibles). Un ratio moins favorable que les préconisations de la COG sur ce point (70 assistants maternels pour 1 ETP d'animateur RAM).
- D'une offre de MAM, avec 27 MAM recensées sur le territoire au 31.12.2020 mobilisant 88 assistantes maternelles pour 306 places.
- D'une offre d'accueil collective composée de 20 EAJE, ce qui représente 568 places.
- En incluant la scolarisation des enfants de 2 ans, l'accueil individuel et l'offre d'accueil collectif, la capacité théorique d'accueil pour 100 enfants de moins de 3 ans à l'échelle de l'EPCI est de 95,2 (contre 91,2 à l'échelle du département en 2020 et 59,3 à l'échelle de la France en 2018). Cet accueil est très largement composé d'accueil individuel.

	Nombre d'assistants maternels agréés en 2020	Part des assistants maternels >60 ans	Part des assistants maternels actifs (2019)
EPCI	1 611	14,3%	84,5%
Département	3 571	12,9%	87,3%

	Capacité d'accueil théorique des assistants maternels agréés en 2020		Nombre de places d'accueil journée pour 100 enfants 0-3 ans
	Périscolaire	Journée	
EPCI	1 411	4 136	78,0
Département	2 271	10 351	74,5

	Nombre d'EAJE en 2020	Nombre de places en EAJE en 2020	Nombre de places en EAJE pour 100 enfants de 0-3 ans
EPCI	20	568	10,7
Département	53	1 202	8,7

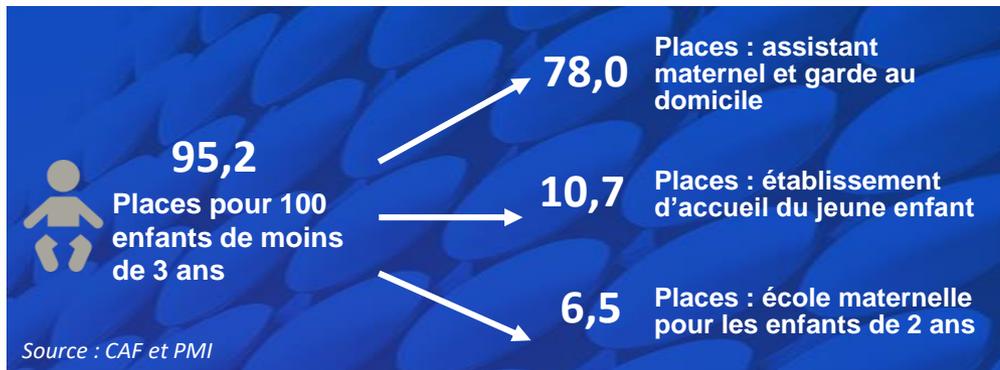
Source : CAF et PMI



Petite enfance

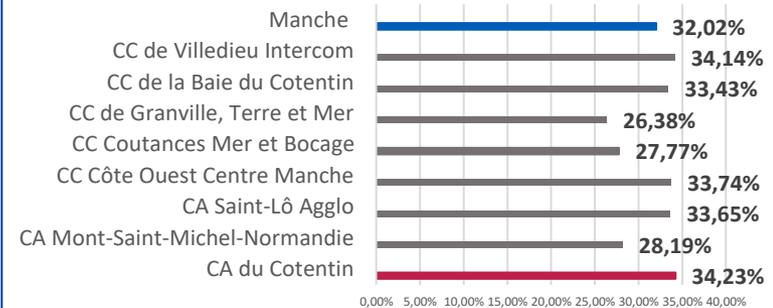
Un recours au complément de libre choix du mode de garde le plus important du département

- Au sein de la communauté d'agglomération, on observe une part supérieure à celle du département d'enfants de moins de 6 ans bénéficiaires du complément de libre choix mode de garde (34,23% d'enfants de 0-5 ans contre 32,02% sur le département).
- La part d'enfants gardés à domicile (11 enfants sur 1 000) est également supérieure à celle observée à l'échelle du département, soit 10 enfants pour 1 000.
- Le taux de couverture global des besoins d'accueil petite enfance (95,2%) est l'un des plus élevés du département, après celui de la Communauté d'Agglomération Saint-Lô Agglo. On constate en particulier un taux de couverture en accueil collectif (10,7%) supérieur de deux points à la moyenne départementale (8,7%) et un taux de couverture en accueil individuel (78,0%) supérieur de quatre points à la moyenne départementale (74,5%). A l'inverse, le nombre de places dans les écoles maternelles pour 100 enfants de 2 ans (6,5) est inférieur à la moyenne départementale (8,0).



Part d'enfants de 0-5 ans révolus allocataires du CMG en 2020

Source : CAF et PMI



Enfants d'enfants en situation de handicap accueillis dans les EAJE

Source : CAF et PMI

EPCI **55** Département **139**

Enfants d'enfants accueillis dans les EAJE dont la famille est en parcours d'insertion sociale ou professionnelle

EPCI **211** Département **315**

Enfants d'enfants accueillis dans les EAJE issus de familles en situation de pauvreté

EPCI **423** Département **853**

Enfants de 0-5 ans gardés à domicile (PAJE CMG) pour 1 000 enfants

EPCI **11** Département **10**

Les retours de l'enquête habitants

La petite enfance

Des parents de jeunes enfants qui paraissent satisfaits de l'offre d'accueil, et des RAM qui paraissent bien identifiés



168 répondants ont un enfant à naître ou de moins de trois ans



82 répondants (soit 52,2%) indiquent avoir des besoins d'accueil tous les jours de la semaine et 22 (soit 14%) n'ont pas de besoins du tout

96,1% des répondants ayant un jeune enfant sont satisfaits de leur mode d'accueil, mais

38,8% indiquent tout de même avoir rencontré des difficultés pour faire accueillir leur enfant. Ces difficultés sont essentiellement liées au temps d'attente pour obtenir une place d'accueil (pour 50,8% des parents) ou aux horaires inadaptés (28,8%).



48,1% des répondants ayant un jeune enfant indiquent s'être renseignés au sujet de l'accueil de leur enfant auprès du RAM, et

26% se sont renseignés auprès de la Mairie.

16,8% ont cependant eu des difficultés à obtenir des informations sur les différentes possibilités d'accueil.

Les pistes d'amélioration plébiscitées par les parents :



Que faudrait-il améliorer selon vous concernant l'offre d'accueil du jeune enfant sur votre territoire ?

1. Plus de places en crèches (cité 106 fois)
2. Une amplitude horaire plus importante (cité 52 fois)
3. Des tarifs plus accessibles (cité 47 fois)
4. Des contrats d'accueil plus souples (cité 39 fois)
5. Une solution d'accueil plus proche de mon domicile (cité 24 fois)
6. Un meilleur accès à l'information sur les différentes possibilités d'accueil (cité 23 fois)

Enfance Jeunesse

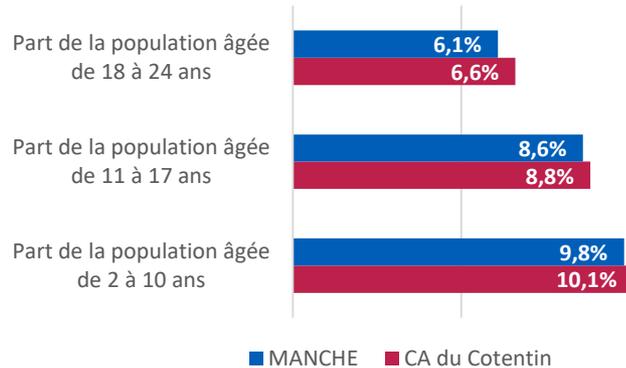
Une population globalement plus jeune par rapport au département

- Les jeunes de la CA du Cotentin représentent une part de la population légèrement plus importante qu'au niveau départemental sur l'ensemble des tranches d'âge étudiées.

Des taux de scolarisation similaires à ceux du département

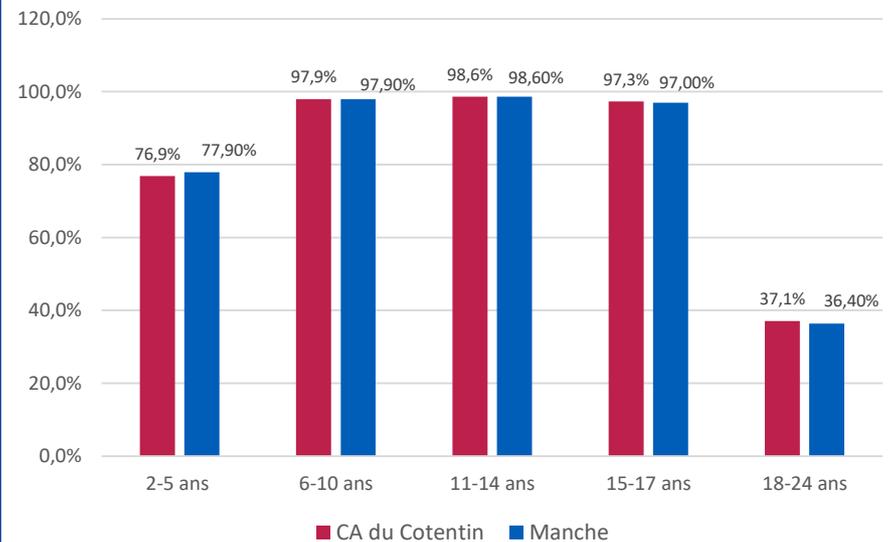
- Les jeunes de la Communauté d'Agglomération du Cotentin ont des taux de scolarisation quasi identiques à la moyenne départementale.
- Un léger décrochage est observé pour la maternelle avec un écart de 1 point par rapport au département (76,9% contre 77,9%)

Part de la population de 2 à 24 ans en 2018



Source : Insee, RGP 2018

Taux de scolarisation par tranche d'âges en 2018



Source : Insee, RGP 2018

Enfance Jeunesse

Plusieurs structures d'accueil et de loisirs sur le territoire

- La communauté d'agglomération du Cotentin dispose de nombreuses structures pour le loisirs des enfants et des jeunes : des cinémas, une école de musique, plusieurs piscines, des bases nautiques, des complexes hippiques etc.

Des capacités d'accueil collectif de mineur déclaré importantes en période scolaire et restreinte pendant les vacances

- Les tableaux de la page suivante montrent que la Communauté d'agglomération du Cotentin dispose globalement d'une offre très développée durant la semaine (les capacités d'accueil déclaré pour 100 enfants en périscolaire se situent en effet au-dessus des capacités moyennes départementales).
- Il existe un accueil dans l'ensemble des écoles primaires (soit pour la tranche d'âge 3-11 ans), ces capacités d'accueil déclaré importantes en période scolaire pointent une stratégie dans l'EPCI en faveur de la déclaration des accueils auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale.
- En revanche, la CA bénéficie de capacités d'accueil déclarées globalement moins importantes que la moyenne durant les vacances scolaires, à l'exception de l'offre déclarée à destination des 14-17 ans qui est plus développée au sein de l'EPCI qu'à l'échelle départementale. Le confinement dû à la situation sanitaire a directement impacté l'activité des Alsh durant les vacances de printemps.

L'offre à destination des enfants et des jeunes sur le territoire

7 centres sociaux proposant des activités à destination des jeunes

Des accueils collectifs pour mineurs localisés en différents points sur le territoire

5 ludothèques implantées sur la commune de Cherbourg-en-Cotentin

5 maisons des Jeunes sur le territoire de la Hague

Enfance Jeunesse

Capacité d'accueil déclaré en période scolaire (en Accueil Collectif de Mineurs)

Capacité d'accueil déclaré pour 100 enfants – sources DDCS 2020, INSEE RGP 2018

	Période											
	Lundi-Matin	Lundi- Après-midi	Mardi- Matin	Mardi- Après-midi	Mercredi- Matin	Mercredi- Après-midi	Jeudi-Matin	Jeudi-Après- midi	Vendredi- Matin	Vendredi- Après-midi	Samedi- Matin	Samedi- Après-midi
EPCI - Moins de 6 ans	29,5	35,0	29,5	40,0	29,8	12,9	29,5	40,0	29,5	39,2	0,8	0,8
Manche - Moins de 6 ans	20,9	24,5	20,9	26,3	19,9	12,6	20,9	26,3	20,9	26,1	0,3	0,3
EPCI - 6 -13 ans	13,5	19,5	13,5	22,6	13,6	8,8	13,5	24,2	13,5	22,5	0,1	0,1
Manche – 6-13 ans	11,0	15,4	11,2	16,5	10,0	7,1	11,0	17,3	11,0	16,6	0,1	0,2
EPCI – 14-17 ans	0,0	1,0	0,0	1,5	0,9	2,6	0,0	1,5	0,0	1,8	0,2	0,7
Manche – 14- 17 ans	0,0	0,8	0,0	1,1	0,4	1,8	0,0	1,1	0,0	1,2	0,3	0,5

Capacité d'accueil déclaré pendant les vacances scolaires (en Accueil Collectif de Mineurs)

Capacité d'accueil déclaré pour 100 enfants – sources DDCS 2020, INSEE RGP 2018

	Période					
	Toussaint	Noël	Hiver	Printemps	Juillet	Août
EPCI – Moins de 6 ans	9,2	1,6	10,6	3,3	9,6	8,6
Manche – Moins de 6 ans	11,6	3,3	12,4	4,1	12,5	10,6
EPCI – 6-13 ans	7,8	1,6	7,7	2,2	8,8	7,8
Manche – 6-13 ans	7,7	2,0	7,7	2,4	8,6	7,3
EPCI – 14-17 ans	2,4	1,2	2,3	0,9	2,1	2,1
Manche – 14-17 ans	2,1	0,7	2,2	0,8	2,3	2,0

Enfance Jeunesse

Des dispositifs pour favoriser l'insertion socio-professionnelle des jeunes

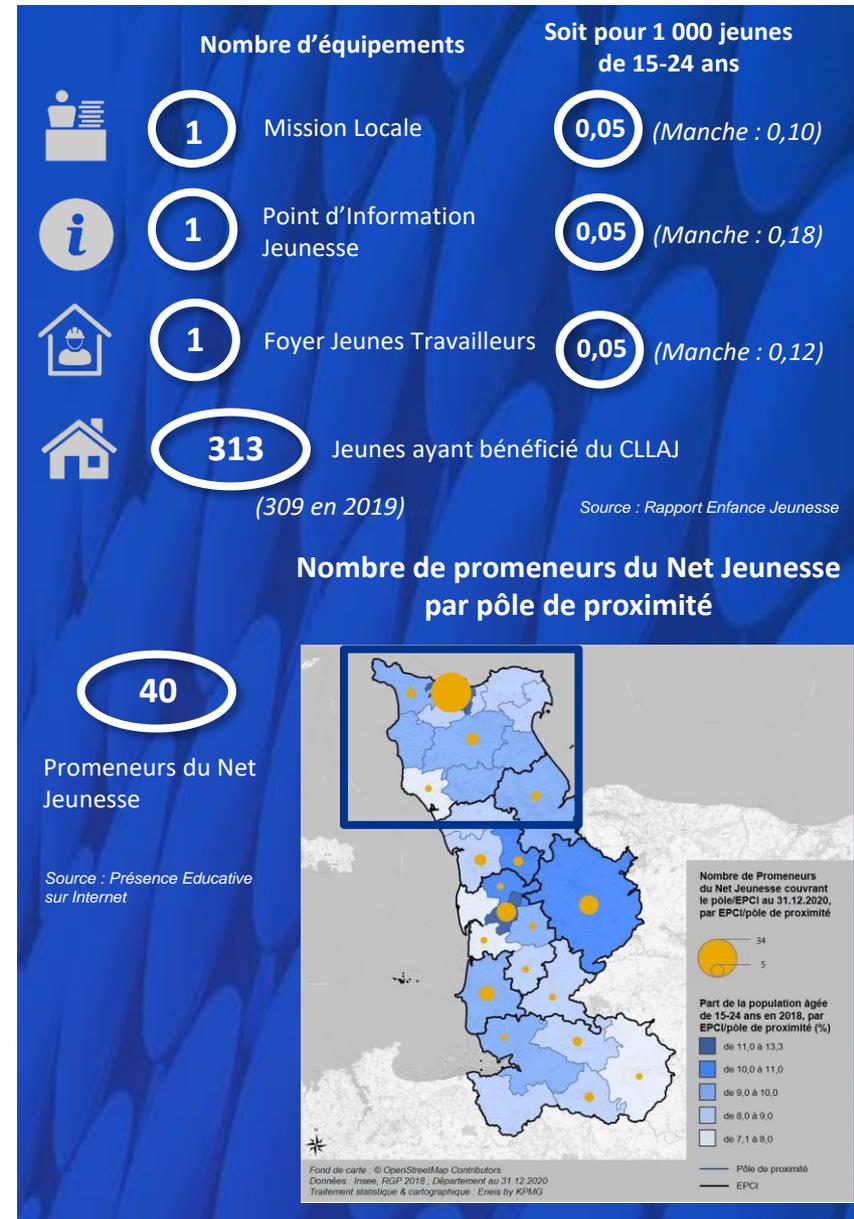
La communauté d'agglomération est dotée de plusieurs dispositifs permettant de favoriser l'insertion socio-professionnelle des jeunes :

- Une Mission locale du Cotentin fournit un accompagnement de proximité en matière d'insertion professionnelle et sociale destiné aux jeunes de 16 à 25 ans non scolarisés : 250 ont notamment bénéficié de la Garantie Jeunes en 2020.
- Un Point d'Information Jeunesse est situé à Valognes et permet d'informer les jeunes sur l'ensemble des thématiques les concernant
- Un Foyer Jeunes Travailleurs (FJT) proposant entre 100 et 250 places ainsi qu'un comité local pour le logement des jeunes (313 bénéficiaires en 2020) facilitent le logement des jeunes sur le territoire. De plus, le réseau Habitat Jeunes sur le territoire devrait être complété par un nouveau dispositif à Valognes (travaux en cours en 2020).

Un nombre important de Promeneurs du Net Jeunesse

En 2012, la CAF de la Manche a été la première CAF à adapter le concept des Promeneurs du Net en France. Il s'agit de déployer une présence éducative sur Internet en mobilisant des professionnels de la jeunesse pour qu'ils soient présents auprès des jeunes sur les réseaux sociaux. La Caf de la Manche continue d'innover en la matière avec la création d'un outil de suivi de l'activité des Promeneurs du Net (Propei) ainsi que le déploiement de Promeneurs du Net Parentalité qui assurent une présence sur Internet auprès des parents.

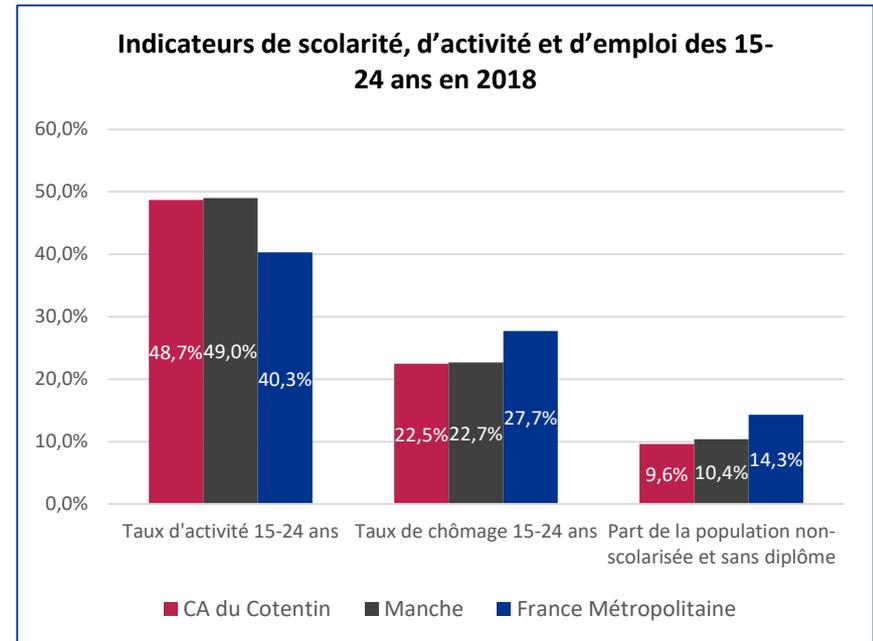
La Communauté d'agglomération du Cotentin compte 40 Promeneurs du Net Jeunesse. La majorité des Promeneurs du Net Jeunesse de l'EPCI sont concentrés sur le Pôle de Cherbourg en Cotentin (34). Le Pôle du Cœur du Cotentin compte trois Promeneurs du Net Jeunesse, le Pôle de La Hague deux et le Pôle de la Côte des Isles un.



Enfance Jeunesse

Des indicateurs d'insertion professionnelle satisfaisants par rapport à la moyenne nationale

- Les jeunes de 15 à 24 ans habitant dans la Communauté d'agglomération du Cotentin ont une propension à être en activité (48,7%) proche de celle observée à l'échelle du département (49%) et supérieure à la moyenne nationale (40,3%).
- Parmi les jeunes actifs, 22,5% des 15-24 ans sont au chômage, ce qui est un légèrement moins élevé que la moyenne départementale (22,7%) et qui demeure largement en-deçà de la moyenne nationale (27,7%).
- La part de la population non scolarisée et sans aucun diplôme (9,6%) est légèrement inférieure à la moyenne du département (10,4%) et largement inférieure à celle du pays (14,3%).



Source : Insee, RGP 2018

Les retours de l'enquête habitants

L'enfance-jeunesse

Une fréquentation importante de l'offre d'activités extrascolaire, mais des enjeux d'accessibilité financière et géographique repérés



420 répondants avec un enfant (ou plusieurs) entre 3 et 17 ans



60% des répondants (soit 252) indiquent que leur(s) enfant(s) de 3-12 ans pratiquent une activité extrascolaire régulière, essentiellement dans un club sportif (pour 83,7% des répondants)



27,4% des répondants indiquant que leur enfant ne pratique pas d'activité mentionnent des coûts trop élevés



43,2% des répondants ayant un enfant de 3-12 ans indiquent rencontrer des difficultés de mobilité pour se rendre à certaines activités

Les pistes d'amélioration plébiscitées par les parents :



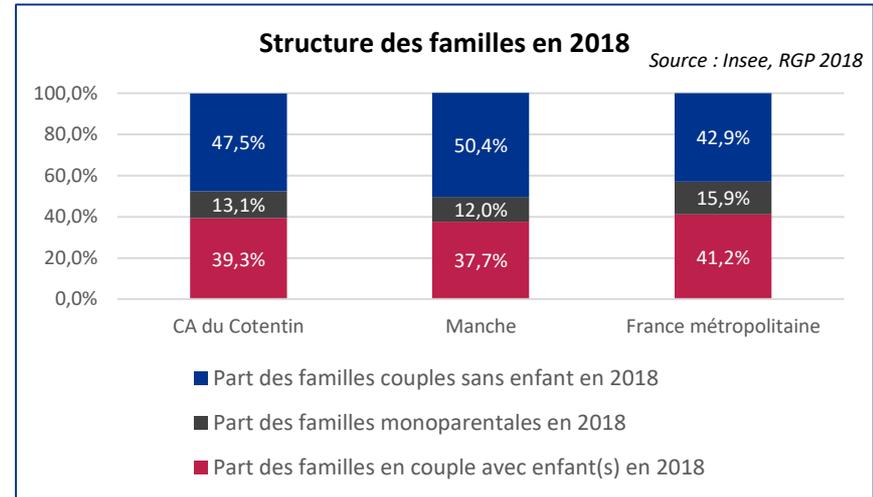
Que faudrait-il améliorer selon vous concernant l'offre d'accueil et de loisirs à destination des enfants et des jeunes sur votre territoire ?

1. Des tarifs moins élevés (cité 147 fois)
2. Une meilleure information sur les différentes possibilités d'accueil (cité 110 fois)
3. Des solutions de transport collectif pour se rendre sur les sites des activités (cité 98 fois)
4. Des propositions d'activités plus variées (cité 88 fois)
5. Une offre mieux adaptée à chaque tranche d'âge (cité 80 fois)

Parentalité

Une majorité de couples sans enfant

- Comme la plupart des familles du département, les familles de la Communauté d'agglomération du Cotentin se caractérisent par une prédominance des couples sans enfant (47,5%)
- De fait, de 2013 à 2018, le nombre de couples avec enfants a diminué de 1,3% en moyenne chaque année, ce qui constitue une diminution plus forte que celle constatée à l'échelle du département (-1,1%) et a fortiori que celle observée à l'échelle nationale (-0,3%).
- Le nombre de familles nombreuses est également en diminution au sein de l'EPCI de façon sensible (-2,5% en moyenne chaque année), tout comme au niveau départemental (-1,8% par an).
- Au contraire, le nombre de familles monoparentales tend à croître au sein de l'EPCI avec une augmentation moyenne annuelle de 2,3% entre 2013 et 2018, portant la part de familles monoparentales à 13,1% des familles. Cette même tendance peut être constatée à l'échelle départementale et nationale.



Evolution annuelle moyenne de la structure des familles entre 2013 et 2018

	EPCI	DEPARTEMENT	FRANCE METROPOLITAINE
Familles nombreuses	-2,5%	-1,8%	0,0%
Couples avec enfants	-1,3%	-1,1%	-0,3%
Couples sans enfants	0,4%	0,2%	0,4%
Familles monoparentales	2,3%	2,0%	2,2%

Source : Insee, RGP 2013 & 2018

Parentalité

Un panier de services parentalité complet grâce à plusieurs dispositifs présents sur le territoire

- Pour soutenir les familles dans leur rôle parental, plusieurs actions sont déployées sur le territoire : le territoire dispose d'un « panier de services parentalité » (CLAS, REAAP, LAEP) complet.
- Le dispositif le plus développé sur le territoire est le CLAS (37 groupes d'enfants bénéficiaires en 2020, comme en 2019 – mais en recul par rapport au 45 de 2018), avec un ratio de 13,7 actions pour 10 000 familles avec enfants. Ce ratio est supérieur à celui observé au niveau départemental (8,9).
- Le nombre d'actions financées dans le cadre du REAAP est en légère diminution en 2020, passant de 30 actions en 2019 à 28 en 2020, soit 10,4 actions pour 10 000 familles avec enfants.
- 6 LAEP sont également recensés sur le territoire, comme en 2019. Avec ces structures, l'EPCI compte 1,87 LAEP pour 3500 enfants âgés de 0 à 6 ans, soit un ratio supérieur à celui de la Manche (1,77) et à l'objectif fixé par la COG CNAF 2013-2017 d'un LAEP pour 3500 enfants âgés de 0 à 6 ans.

Animation de la vie sociale

Une bonne couverture en centres sociaux mais un manque d'espaces de vie sociale

- Avec 7 centres sociaux sur le territoire, l'EPCI possède une couverture en structures d'animation de la vie sociale (0,39 pour 10 000 habitants) supérieure à la moyenne départementale, mais affiche cependant une couverture en espaces de vie sociale (0,17 pour 10 000 habitants) inférieure à celle observée dans la Manche.

L'offre parentalité sur le territoire

Source : CAF



L'offre d'animation de la vie sociale

Source : CAF



Les retours de l'enquête habitants

La parentalité

Des préoccupations des parents centrées autour de l'éducation, de l'équilibre familial et de la scolarité



Quels sont les sujets qui vous préoccupent le plus en tant que parent ?

1. Education (cité 219 fois)
2. Scolarité de mon enfant (cité 207 fois)
3. Equilibre entre vie professionnelle, vie familiale et vie personnelle (cité 161 fois)

Une bonne identification de la PMI et des RAM

Connaissez-vous les lieux et dispositifs suivants ?

	Effectifs	% Rep.
Les LAEP (Lieux d'accueil enfants/parents)	58	11,9%
La Protection maternelle et infantile (PMI)	350	71,7%
Les CLAS (contrat local d'accompagnement scolaire)	19	3,9%
Les actions REAAP (Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents)	32	6,6%
Les PRE (Programmes de Réussite Educative) ou DRE (Dispositifs de Réussite Educative)	36	7,4%
La médiation familiale	108	22,1%
Les espaces de rencontre	48	9,8%
Les centres sociaux ou les espaces de vie sociale	109	22,3%
Les « promeneurs du net » Parentalité	44	9%
L'association des PEP50	64	13,1%
Les Maisons des Adolescents (« MADO »)	105	21,5%
Les Comités Locaux pour le Logement Autonome des Jeunes (CLAAJ)	21	4,3%
Les Relais Assistants Maternels (RAM)	329	67,4%
Les Espaces des Parents (EdP)	11	2,3%
Aucun de ces lieux ou dispositifs	67	13,7%
Total	488	

Les pistes d'amélioration plébiscitées par les parents :



Selon vous, quelles offres/activités seraient susceptibles de vous être utiles ?

1. Rien de tout ça (cité 184 fois)
2. Pouvoir prendre un rendez-vous individuel avec un professionnel pour poser vos questions autour de la parentalité (cité 149 fois)
3. Organiser des activités permettant de regrouper les enfants et leurs parents (cité 113 fois)

Les retours de l'enquête habitants

L'animation de la vie sociale

Une satisfaction globale vis-à-vis des structures d'AVS mais un enjeu d'information des publics et de rupture de l'isolement d'une partie de la population



215 répondants (soit 27,1%) indiquent se sentir un peu (177) ou vraiment (38) isolés

59% des répondants indiquent ne pas avoir connaissance des structures d'animation de la vie sociale existantes près de chez eux

7,5% des répondants indiquent fréquenter une structure d'animation de la vie sociale, généralement la structure la plus proche de chez eux. **80,8%** d'entre eux sont satisfaits de l'offre proposée.

En revanche, **12,8%** (soit 102 répondants) ne savent pas ce qu'est une structure d'animation de la vie sociale.



66,1% des répondants s'estiment mal informés sur l'offre de loisirs et d'activités.

Les pistes d'amélioration plébiscitées par les répondants :

Selon vous, quels seraient les domaines à développer en matière de vie sociale sur votre territoire ?

	Effectifs	% Rep.
Les activités de loisirs ou culturelles	314	41%
Les activités sportives	193	25,2%
Les activités familiales (activités à pratiquer en famille)	319	41,6%
Les activités autour du développement durable	158	20,6%
Les activités intergénérationnelles	131	17,1%
Les manifestations festives (fêtes de quartiers, etc.)	244	31,9%
Les activités d'entraide / de solidarité	227	29,6%
L'accompagnement au numérique	118	15,4%
Autre	25	3,3%
Total	766	

Selon vous, quelles seraient les principales améliorations à apporter en matière de vie sociale sur votre territoire ?

	Effectifs	% Rep.
Plus d'équipements dédiés à la vie sociale, aux loisirs, aux activités culturelles	168	22,5%
Des activités plus variées	124	16,6%
Des activités plus adaptées à chaque tranche d'âge	194	26%
Des activités plus accessibles en transport en commun	106	14,2%
Une meilleure amplitude horaire des activités proposées	182	24,4%
Plus d'informations sur les activités existantes	242	32,4%
Des tarifs moins élevés	197	26,4%
Autre	21	2,8%
Total	747	

Accès aux droits

Une bonne représentation des services publics dans la CA du Cotentin

- Les services publics sont bien implantés sur l'EPCI. On recense 1 agence pôle emploi, 2 agences de la CPAM, 5 agences CAF, 1 agence MSA, 1 agence CARSAT et 2 services des impôts.
- Un Espace France Services et deux antennes France Services sont également implantées sur le territoire, ce qui simplifie l'accès aux services publics pour les habitants avec un dispositif de guichet unique. Le ratio de ces espaces par rapport au nombre d'habitants est cependant plus de deux fois inférieur à la moyenne départementale, ce qui peut s'expliquer par la présence importante des agences des services publics.
- On recense également 2 lieux de visio-accueil sur la CA du Cotentin, pour un ratio légèrement inférieur à la moyenne départementale.
- Enfin, 3 maisons de services communales sont présentes dans l'EPCI.

Une présence importante d'espaces publics numériques et de conseillers numériques mais qui représente un faible ratio par rapport au nombre d'habitants

- On recense 13 Espaces publics numériques sur le territoire, ce qui représente un ratio de 0,72 pour 10 000 habitants ; soit l'un des plus faibles du département
- Le nombre de conseillers numériques est également peu important par rapport à la population avec seulement 6 conseillers numériques : le ratio pour 10 000 habitants est de 0,33, soit le plus faible du département.

L'accès aux droits et les démarches



L'inclusion numérique



Source : Rapport accès aux droits

Les retours de l'enquête habitants

L'accès aux droits

Un enjeu majeur d'accès aux droits, notamment lié au manque d'information des publics

518 répondants (soit 65,7%) indiquent ne pas disposer d'informations suffisantes sur leurs différents droits en matière de prestations sociales, d'aides financières, d'accès à la santé, d'informations sur les services de proximité existants

270 répondants (soit 34,6%) indiquent avoir le sentiment de ne pas percevoir l'intégralité des prestations auxquelles ils ont droit

557 répondants (soit 71,1%) ont le sentiment de ne pas connaître les services d'information, d'orientation et d'accompagnement existant sur leur territoire

242 répondants (soit 30,9%) s'estiment isolés des services publics sur leur territoire

217 répondants (soit 27,8%) des répondants indiquent rencontrer des difficultés pour effectuer des démarches administratives sur internet

Les pistes d'amélioration plébiscitées par les répondants



Sur quel(s) sujet(s) souhaiteriez-vous disposer de plus d'informations/aide ?

1. Aides financières et matérielles auxquelles j'aurais droit (cité 448 fois)
2. Démarches administratives (cité 268 fois)
3. Services existants proposés près de chez moi pour m'informer, m'orienter ou m'aider (cité 231 fois)



Quelles seraient les améliorations prioritaires à apporter pour rendre plus accessibles les services au public ?

1. Développer l'accueil et l'information sur les services existants (cité 437 fois)
2. Développer l'accès aux services via internet voire d'autres outils numériques (cité 202 fois)
3. Développer les équipements multi-services et lieu unique d'accueil type EFS, maisons de santé, etc. (cité 190 fois)



ENEIS

by **KPMG**

VOS CONTACTS

Marion HAJDENBERG

Directrice de mission
mhajdenberg@kpmg.fr
06 09 97 15 72

Judith OLLE

Cheffe de projet
jolle@kpmg.fr
06 19 77 83 87

**Solène DELUSSEAU-
JELODIN**

Consultante
sdelusseau-jelodin@kpmg.fr
06 22 95 40 48

kpmg.fr

Les informations contenues dans ce document sont d'ordre général et ne sont pas destinées à traiter les particularités d'une personne ou d'une entité. Bien que nous fassions tout notre possible pour fournir des informations exactes et appropriées, nous ne pouvons garantir que ces informations seront toujours exactes à une date ultérieure. Elles ne peuvent ni ne doivent servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse (« KPMG International »). KPMG International ne propose pas de services aux clients. Aucun cabinet membre n'a le droit d'engager KPMG International ou les autres cabinets membres vis-à-vis des tiers. KPMG International n'a le droit d'engager aucun cabinet membre.

© 2017 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. Imprimé en France